

Lydec décline son programme d'investissement

• Des besoins allant jusqu'à 18 milliards de DH d'ici 2027 à Casablanca

• Un programme pour faire face à l'extension urbaine

• La ville croît en moyenne de 1.000 ha/an jusqu'en 2030

LYDEC, qui a tenu récemment son conseil d'administration, a réalisé un chiffre d'affaires de 7,2 milliards de DH et un résultat net de 204 millions de DH au titre de l'année 2018. Un résultat en progression de 2,1% par rapport à 2017.

Les investissements du délégataire des services de distribution d'eau, d'électricité, de l'assainissement et de l'éclairage public à Casablanca se sont élevés à 942 millions de DH pour la même année. Pour 2019, Lydec compte investir une enveloppe de 500 millions de DH, en particulier dans les infrastructures d'assainissement fluvial. Des montants qui restent toutefois en deçà des besoins réels d'une métropole en matière de croissance urbaine. En effet, Casablanca croît à un rythme annuel de 320 hectares. «Or, les programmes d'investissements contractuels prévoyaient une hypothèse de croissance de seulement 200 hectares/an», explique-t-on auprès de l'entreprise.

Par ailleurs, le Schéma directeur d'aménagement urbain du Grand Casablanca table sur une progression annuelle de 1.000 ha, et ce, jusqu'en 2030, pour remplir les 25.000 ha ouverts à l'urbanisation. Cette extension géographique s'accompagne bien évidemment d'une multiplication du nombre des foyers (le



En 2018, Lydec compte investir une enveloppe de 619 millions de DH dans le réseau d'assainissement, considéré comme une priorité dans le programme d'investissements 1997-2018 (Ph. L'Economiste)

Faits marquants

- Trois comités de suivi de la gestion déléguée en janvier, avril et décembre 2018
- Les audits de la gestion déléguée sur la période 1997-2015 ont été clôturés par un engagement supplémentaire de Lydec de 153 millions de DH d'investissements à réaliser sur 3 ans
- La révision économique 2017 a été approuvée, mise en œuvre et complétée par l'obtention au profit de Lydec d'une compensation de 35 millions de DH correspondant au retard d'un an dans sa mise en application
- Mobilisation pour la réalisation de projets de lutte contre les inondations à Sidi Moumen et Sbata par la mise en place de dalots et bassins de stockage des eaux pluviales, et pour l'accompagnement du déploiement des lignes du tramway 2, 3 et 4 et des trémies Sidi Abderrhamane, Almohades et Gandhi

Investissements cumulés en 21 ans

Métier	Taux de réalisation
Assainissement liquide	45%
Eau potable	24%
Electricité et éclairage public	26%
Moyens communs	5%
Total	100%

L'assainissement liquide est érigé en priorité dans le programme d'investissements 1997-2018, puisqu'il s'accapare 45% des investissements réalisés

nombre d'habitants est estimé actuellement à 4,2 millions). Cet accroissement des besoins en eau potable et en électricité se traduit par un effort supplémentaire des investissements. Ainsi, pour les besoins d'extension et de renforcement des réseaux existants, en accompagnement du développement effréné de la ville, les besoins en investissements de la gestion déléguée à l'horizon 2027 s'élèvent à 18 milliards de DH, un montant qui est en dessus des ressources prévues dans le contrat de gestion déléguée. Le niveau des investissements futurs, sur une décennie, est plus que le double de ce qui a été investi sur les deux dernières décennies d'activité.

Entre 1997 et 2018, la gestion déléguée a investi une enveloppe globale de près de 23 milliards de DH dont 42% financés directement par le délégataire. C'est l'assainissement liquide qui est érigé en priorité dans le programme, puisqu'il s'accapare 45% des investissements réalisés. Le reste est affecté aux autres métiers de l'entreprise, à savoir la distribution de l'eau potable (24%), de l'électricité, la gestion de l'éclairage public (26%) et les moyens communs (5%). En 2018, environ 1,4 milliard de DH a été investi, dont 618,9 millions de DH pour l'assainissement, 437,6 millions pour l'eau potable, 319,8 millions pour l'électricité et l'éclairage public ou encore 30 millions pour les moyens communs.

Côté branchements sociaux, le gestionnaire délégué apporte aux foyers des quartiers d'habitat informel l'accès à domicile aux services d'eau potable, d'assainissement liquide et d'électricité que les autorités ont décidé de maintenir sur place. A fin 2018, plus de 50.600 foyers sont raccordés au service, 15.070 en cours de travaux et 11.117 en cours d'études. □